

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/40300]

28 JUIN 2018. — Décret relatif à la récupération des cours non donnés dans l'enseignement obligatoire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Article 1^{er}. Dans la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, l'article 8 est complété par les alinéas suivants :

« Dans l'enseignement secondaire de plein exercice, les demi-jours ou les jours où les cours n'ont pas été donnés doivent être récupérés. A cet effet, le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné, informe spontanément les Services du Gouvernement des modalités de récupération de ces cours, au plus tard dans les vingt jours ouvrables à dater du premier demi-jour de suspension des cours, après que les modalités de récupération des cours aient été déterminées au sein de l'organe de concertation locale, qui veillera pour ce faire à prendre en considération l'offre de transport public et/ou scolaire.

Par dérogation à l'alinéa 3, les cours ne doivent néanmoins pas être récupérés si une prise en charge pédagogique des élèves concernés a pu être assurée par l'établissement scolaire, ou si la suspension des cours relève d'un cas de force majeure.

Par « cas de force majeure », il y a lieu d'entendre un événement irrésistible, imprévisible et extérieur à la personne qui l'invoque.

Le cas échéant, le chef d'établissement, ou le pouvoir organisateur ou son délégué, atteste de l'une ou l'autre des situations visées à l'alinéa 4 au moyen d'une déclaration sur l'honneur transmise aux Services du Gouvernement, au plus tard dans les dix jours ouvrables à dater du premier demi-jour de suspension des cours.

Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur qui a suspendu les cours sans devoir les récupérer ultérieurement doit néanmoins tout mettre en œuvre, dans la mesure du possible, afin que les compétences attendues soient atteintes au terme de l'année scolaire.

Les Services du Gouvernement sont habilités à vérifier que les modalités de récupération des cours, visées à l'alinéa 3, ont été respectées, ou que la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 6 est conforme à la réalité.

Les alinéas 3 à 8 ne s'appliquent pas si les cours sont suspendus suite à l'absence d'un enseignant, ou en cas de grève d'un ou plusieurs enseignants, ni s'ils sont suspendus en raison de l'organisation d'une journée ou demi-journée de formation en cours de carrière, de l'organisation d'une réunion de parents ou de la réquisition des locaux pour l'organisation d'élections.».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

Art. 2. Dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, l'article 14 est complété par les alinéas suivants :

« Les demi-jours ou les jours où les cours n'ont pas été donnés doivent être récupérés. A cet effet, le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné, informe spontanément les Services du Gouvernement des modalités de récupération de ces cours, au plus tard dans les vingt jours ouvrables à dater du premier demi-jour de suspension des cours, après que les modalités de récupération des cours aient été déterminées au sein de l'organe de concertation locale, qui veillera pour ce faire à prendre en considération l'offre de transport public et/ou scolaire.

Par dérogation à l'alinéa 3, les cours ne doivent néanmoins pas être récupérés si une prise en charge pédagogique des élèves concernés a pu être assurée par l'établissement scolaire, ou si la suspension des cours relève d'un cas de force majeure.

Par « cas de force majeure », il y a lieu d'entendre un événement irrésistible, imprévisible et extérieur à la personne qui l'invoque.

Le cas échéant, le chef d'établissement, ou le pouvoir organisateur ou son délégué, atteste de l'une ou l'autre des situations visées à l'alinéa 4 au moyen d'une déclaration sur l'honneur transmise aux Services du Gouvernement, au plus tard dans les dix jours ouvrables à dater du premier demi-jour de suspension des cours.

Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur qui a suspendu les cours sans devoir les récupérer ultérieurement doit néanmoins tout mettre en œuvre, dans la mesure du possible, afin que les compétences attendues soient atteintes au terme de l'année scolaire.

Les Services du Gouvernement sont habilités à vérifier que les modalités de récupération des cours, visées à l'alinéa 3, ont été respectées, ou que la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 6 est conforme à la réalité.

Les alinéas 3 à 8 ne s'appliquent pas si les cours sont suspendus suite à l'absence d'un enseignant, ou en cas de grève d'un ou plusieurs enseignants, ni s'ils sont suspendus en raison de l'organisation d'une journée ou demi-journée de formation en cours de carrière, de l'organisation d'une réunion de parents ou de la réquisition des locaux pour l'organisation d'élections. ».

Art. 3. Dans le même décret, à l'article 17, les mots «, sauf s'il a procédé à la récupération des cours qui n'ont pas été donnés, conformément à l'article 14, alinéa 3, ou sauf s'il n'est pas tenu de récupérer les cours en raison de l'implication pédagogique des élèves lors de la festivité locale, conformément à l'article 14, alinéa 4 » sont ajoutés après les mots « un jour de congé des élèves ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 4. Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, l'article 120 est complété par les alinéas suivants :

« Les demi-jours ou les jours où les cours n'ont pas été donnés doivent être récupérés. A cet effet, le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné, informe spontanément les Services du Gouvernement des modalités de récupération de ces cours, au plus tard dans les vingt jours ouvrables à dater du premier demi-jour de suspension des cours, après que les modalités de récupération des cours aient été déterminées au sein de l'organe de concertation locale, qui veillera pour ce faire à prendre en considération l'offre de transport public et/ou scolaire.

Par dérogation à l'alinéa 3, les cours ne doivent néanmoins pas être récupérés si une prise en charge pédagogique des élèves concernés a pu être assurée par l'établissement scolaire, ou si la suspension des cours relève d'un cas de force majeure.

Par « cas de force majeure », il y a lieu d'entendre un événement irrésistible, imprévisible et extérieur à la personne qui l'invoque.

Le cas échéant, le chef d'établissement, ou le pouvoir organisateur ou son délégué, atteste de l'une ou l'autre des situations visées à l'alinéa 4 au moyen d'une déclaration sur l'honneur transmise au Services du Gouvernement, au plus tard dans les dix jours ouvrables à dater du premier demi-jour de suspension des cours.

Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur qui a suspendu les cours sans devoir les récupérer ultérieurement doit néanmoins tout mettre en œuvre, dans la mesure du possible, afin que les compétences attendues soient atteintes au terme de l'année scolaire.

Les Services du Gouvernement sont habilités à vérifier que les modalités de récupération des cours, visées à l'alinéa 3, ont été respectées, ou que la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 6 est conforme à la réalité.

Les alinéas 3 à 8 ne s'appliquent pas si les cours sont suspendus suite à l'absence d'un enseignant, ou en cas de grève d'un ou plusieurs enseignants, ni s'ils sont suspendus en raison de l'organisation d'une journée ou demi-journée de formation en cours de carrière, de l'organisation d'une réunion de parents ou de la réquisition des locaux pour l'organisation d'élections.».

Art. 5. Dans le même décret, à l'article 123, les mots «, sauf s'il a procédé à la récupération des cours qui n'ont pas été donnés, conformément à l'article 120, alinéa 3, ou sauf s'il n'est pas tenu de récupérer les cours en raison de l'implication pédagogique des élèves lors de la festivité locale, conformément à l'article 120, alinéa 4 » sont ajoutés après les mots « un jour de congé des élèves ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 6. L'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française est abrogé.

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 juin 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 642-1. – Rapport de commission, n° 642-2. – Texte adopté en commission, n° 642-3

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 27 juin 2018.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/40300]

28 JUNI 2018. — Decreet betreffende het inhalen van niet-verstreckte lessen in het leerplichtonderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen houdende wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs*

Artikel 1. In de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, wordt artikel 8 aangevuld met de volgende leden:

“In het secundair onderwijs met volledig leerplan, moeten de halve dagen of de dagen gedurende welke de lessen niet gegeven werden, ingehaald worden. Daartoe, bericht spontaan het inrichtingshoofd, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht of zijn afgevaardigde, in het gesubsidieerd onderwijs, de Diensten van de Regering van de nadere regels voor de inhaling van deze lessen, ten laatste binnen de twintig werkdagen vanaf de eerste halve dag lessenschorsing, nadat de nadere regels voor de inhaling van deze lessen bepaald werden binnen het lokale overlegorgaan, dat ervoor zal zorgen dat het aanbod inzake openbaar en/of schoolvervoer in aanmerking wordt genomen.

In afwijking van het derde lid, moeten de lessen niettemin niet ingehaald worden indien de schoolinrichting voor een pedagogische lesvervangende activiteit heeft kunnen zorgen, of indien de lessenschorsing wegens overmacht plaatsvond.

Onder “overmacht” dient verstaan te worden: een evenement dat onweerstaanbaar, niet op voorhand verwacht kan worden en dat buiten de wil om van de persoon die er slachtoffer van is, plaatsgrijpt.

Desnoods, verleent het inrichtingshoofd, of de inrichtende macht of zijn afgevaardigde, een attest van degelijk plaatsvinden van de ene of andere toestand bedoeld bij het vierde lid door middel van een verklaring op erewoord overgezonden aan de Diensten van de Regering, ten laatste binnen de tien werkdagen vanaf de eerste halve dag van de schorsing van de lessen.

Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht dat (die) de lessen heeft geschorst zonder dat deze ingehaald moeten worden, moet niettemin alles in het werk stellen om, binnen de perken van het mogelijke, ervoor te zorgen dat de verwachte competenties bereikt zouden worden op het einde van het schooljaar.

De Diensten van de Regering worden ertoe gemachtigd na te gaan of de nadere regels voor het inhalen van de lessen, bedoeld bij het derde lid, nageleefd werden, of dat de verklaring op erewoord bedoeld bij het zesde lid met de werkelijkheid overeenstemt.

De leden 3 tot 8 zijn niet van toepassing indien de lessen geschorst werden ten gevolge van de afwezigheid van een leerkracht, of ingeval een of meerdere leerkrachten aan een staking deelnamen, noch wanneer ze geschorst werden als gevolg van de organisatie van een halve dag of een dag opleiding tijdens de loopbaan, de organisatie van een vergadering met ouders of de terbeschikkingstelling van de lokalen voor de organisatie van verkiezingen.”

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

Art. 2. In het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt artikel 14 aangevuld met de volgende leden:

“De halve dagen of de dagen gedurende welke de lessen niet gegeven werden, moeten ingehaald worden. Daartoe, bericht spontaan het inrichtingshoofd, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht of zijn afgevaardigde, in het gesubsidieerd onderwijs, de Diensten van de Regering van de nadere regels voor de inhaling van deze lessen, ten laatste binnen de twintig werkdagen vanaf de eerste halve dag lessenschorsing, nadat de nadere regels voor de inhaling van deze lessen bepaald werden binnen het lokale overlegorgaan, dat ervoor zal zorgen dat het aanbod inzake openbaar en/of schoolvervoer in aanmerking wordt genomen.

In afwijking van het derde lid, moeten de lessen niettemin niet ingehaald worden indien de schoolinrichting voor een pedagogische lesvervangende activiteit heeft kunnen zorgen, of indien de lessenschorsing wegens overmacht plaatsvond.

Onder “overmacht” dient verstaan te worden: een evenement dat onweerstaanbaar, niet op voorhand verwacht kan worden en dat buiten de wil om van de persoon die er slachtoffer van is, plaatsgrijpt.

Desnoods, verleent het inrichtingshoofd, of de inrichtende macht of zijn afgevaardigde, een attest van degelijk plaatsvinden van de ene of andere toestand bedoeld bij het vierde lid door middel van een verklaring op erewoord overgezonden aan de Diensten van de Regering, ten laatste binnen de tien werkdagen vanaf de eerste halve dag van de schorsing van de lessen.

Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht dat (die) de lessen heeft geschorst zonder dat deze ingehaald moeten worden, moet niettemin alles in het werk stellen om, binnen de perken van het mogelijke, ervoor te zorgen dat de verwachte competenties bereikt zouden worden op het einde van het schooljaar.

De Diensten van de Regering worden ertoe gemachtigd na te gaan of de nadere regels voor het inhalen van de lessen, bedoeld bij het derde lid, nageleefd werden, of dat de verklaring op erewoord bedoeld bij het zesde lid met de werkelijkheid overeenstemt.

De leden 3 tot 8 zijn niet van toepassing indien de lessen geschorst werden ten gevolge van de afwezigheid van een leerkracht, of ingeval een of meerdere leerkrachten aan een staking deelnamen, noch wanneer ze geschorst werden als gevolg van de organisatie van een halve dag of een dag opleiding tijdens de loopbaan, de organisatie van een vergadering met ouders of de terbeschikkingstelling van de lokalen voor de organisatie van verkiezingen.”

Art. 3. In hetzelfde decreet, in artikel 17, worden de woorden “tijdens een verlofdag van de leerlingen” vervangen door de woorden “tijdens een verlofdag van de leerlingen, behoudens als de niet-verstreckte lessen ingehaald werden, overeenkomstig artikel 14, derde lid, of behoudens als de niet-verstreckte lessen niet ingehaald moeten worden als gevolg van de pedagogische implicatie van de leerlingen in het plaatselijke feest, overeenkomstig artikel 14, vierde lid”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 4. In het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt artikel 120 aangevuld met de volgende leden:

“De halve dagen of de dagen gedurende welke de lessen niet gegeven werden, moeten ingehaald worden. Daartoe, bericht spontaan het inrichtingshoofd, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht of zijn afgevaardigde, in het gesubsidieerd onderwijs, de Diensten van de Regering van de nadere regels voor de inhaling van deze lessen, ten laatste binnen de twintig werkdagen vanaf de eerste halve dag lessenschorsing, nadat de nadere regels voor de inhaling van deze lessen bepaald werden binnen het lokale overlegorgaan, dat ervoor zal zorgen dat het aanbod inzake openbaar en/of schoolvervoer in aanmerking wordt genomen.

In afwijking van het derde lid, moeten de lessen niettemin niet ingehaald worden indien de schoolinrichting voor een pedagogische lesvervangende activiteit heeft kunnen zorgen, of indien de lessenschorsing wegens overmacht plaatsvond.

Onder “overmacht” dient verstaan te worden: een evenement dat onweerstaanbaar, niet op voorhand verwacht kan worden en dat buiten de wil om van de persoon die er slachtoffer van is, plaatsgrijpt.

Desnoods, verleent het inrichtingshoofd, of de inrichtende macht of zijn afgevaardigde, een attest van degelijk plaatsvinden van de ene of andere toestand bedoeld bij het vierde lid door middel van een verklaring op erewoord overgezonden aan de Diensten van de Regering, ten laatste binnen de tien werkdagen vanaf de eerste halve dag van de schorsing van de lessen.

Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht dat (die) de lessen heeft geschorst zonder dat deze ingehaald moeten worden, moet niettemin alles in het werk stellen om, binnen de perken van het mogelijke, ervoor te zorgen dat de verwachte competenties bereikt zouden worden op het einde van het schooljaar.

De Diensten van de Regering worden ertoe gemachtigd na te gaan of de nadere regels voor het inhalen van de lessen, bedoeld bij het derde lid, nageleefd werden, of dat de verklaring op erewoord bedoeld bij het zesde lid met de werkelijkheid overeenstemt.

De leden 3 tot 8 zijn niet van toepassing indien de lessen geschorst werden ten gevolge van de afwezigheid van een leerkracht, of ingeval een of meerdere leerkrachten aan een staking deelnamen, noch wanneer ze geschorst werden als gevolg van de organisatie van een halve dag of een dag opleiding tijdens de loopbaan, de organisatie van een vergadering met ouders of de terbeschikkingstelling van de lokalen voor de organisatie van verkiezingen.”.

Art. 5. In hetzelfde decreet, in artikel 123, worden de woorden “tijdens een verlofdag van de leerlingen” vervangen door de woorden “tijdens een verlofdag van de leerlingen, behoudens als de niet-verstreckte lessen ingehaald werden, overeenkomstig artikel 120, derde lid, of behoudens als de niet-verstreckte lessen niet ingehaald moeten worden als gevolg van de pedagogische implicatie van de leerlingen in het plaatselijke feest, overeenkomstig artikel 120, vierde lid”.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 6. Artikel 9, § 1, tweede lid, van het besluit van de Executieve van 22 maart 1984 tot vaststelling van de vakantie- en verlofregeling in het onderwijs georganiseerd in de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 juni 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-CL. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 642-1.- Commissieverslag, nr. 642-2.- In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 642-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 27 juni 2018.